

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

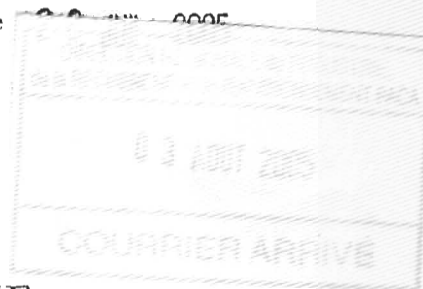
Dossier suivi par : Madame BRUNO

☎ 04.91.15.64.65.

EB/BN

N° 2005-05 C

Marseille, le



ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

actualisant le montant des garanties financières
applicables à la S.N.C. CARRIERES ET BETONS
BRONZO PERASSO

pour la remise en état d'une carrière
sise à MARSEILLE , lieu-dit "Sainte-Marthe"
Chemin des Bessons - 13014, avec installation de
premier traitement des matériaux extraits

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le Code Minier et l'ensemble des textes pris pour l'application dudit code,

Vu le Code de l'Environnement, Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre V et Chapitre VI, et notamment son article L.516-1,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié, et notamment ses articles 23-3 à 23-7,

Vu l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières modifié,

Vu l'arrêté ministériel du 9 Février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

Vu le Schéma Départemental des Carrières approuvé par arrêté préfectoral n° 96-193 C du 1^{er} Juillet 1996,

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2000-221 C du 21 Juillet 2000 et n° 2001-208 C du 2 Juillet 2001 autorisant la S.N.C. CARRIERES ET BETONS BRONZO PERASSO à poursuivre l'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune de MARSEILLE lieu-dit "Sainte-Marthe" - Chemin des Bessons - 13014, avec installation de premier traitement des matériaux extraits,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 18 Mai 2005,

Vu l'avis motivé émis par la Commission Départementale des Carrières au cours de sa séance du 5 Juillet 2005,

Considérant que l'acte de cautionnement en cours de validité arrive à échéance le 21 Juillet 2005,

Considérant que le montant des garanties financières doit être réactualisé en tenant compte notamment de l'érosion monétaire,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1er

L'article 24 de l'arrêté préfectoral du 21 Juillet 2000 susvisé est abrogé et remplacé comme suit :

1 - Le montant de la garantie financière de la remise en état de la carrière est fixé à **456 109 €** pour la période s'étendant du 21 Juillet 2005 au 21 Juillet 2010.

2 - Le montant de cette garantie sera actualisé de la valeur de la variation de l'indice TP 01 si celui-ci venait à augmenter de plus de 15 % avant le 21 Juillet 2010.

3 - Cette garantie concerne la remise en état de la zone d'exploitation annexé à l'arrêté du 21 Juillet 2000 et les travaux de remise en état de cette zone prescrits dans ledit arrêté.

Elle est calculée sur la base d'une exploitation de 400 000 tonnes annuelle.

L'avancement des travaux de remise en état apparaîtra dans le compte rendu annuel des travaux qui est à transmettre avant le 1^{er} Avril de chaque année au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Le montant de la garantie ne comprend pas l'achat des matériaux nécessaires à cette remise en état et qui sont, si la garantie venait à être mise en œuvre, les matériaux de découvertes et les refus d'exploitation, stockés durant l'exploitation tel que prescrit dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter.

4 - Le document prévu par l'article 23.3 du décret 77-1133 du 21 Septembre modifié qui atteste la constitution de la garantie financière à partir du 21 Juillet 2005 jusqu'au 21 Juillet 2010 sera adressé au Préfet et en copie à la DRIRE, dès notification du présent arrêté.

5 - Toute modification des caractéristiques de la méthode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet. Cette information sera accompagnée de la communication des nouveaux éléments de surface et de calcul du montant de la garantie financière, si celle-ci est majorée, et de l'attestation d'un établissement financier ou d'une entreprise d'assurance s'engageant à constituer un nouveau montant de garantie financière dès leur notification au préfet.

Toute rupture de l'engagement constituant la garantie financière sera immédiatement portée à la connaissance du Préfet. Il en sera de même en cas de dépôt de bilan et de toutes mesures issues de cette situation.

6 - Il est rappelé que le Préfet fera appel aux garanties financières dans les cas suivants :

- le non-respect des prescriptions de remise en état de l'arrêté préfectoral d'autorisation et des arrêtés complémentaires qui lui sont associés ;
- la disparition juridique de l'exploitant.

Ces mesures suivront celles prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

7 - **Avant le 21 Janvier 2010**, l'exploitant transmettra au Préfet, avec copie à la DRIRE, un dossier présentant l'état des lieux, l'avancement et le planning des travaux de remise en état au regard l'échéance du 21 Juillet 2010.

Si ce dossier met en évidence un retard potentiel dans la réalisation de la remise en état conduisant à reporter la fin des travaux correspondant au delà du 21 Juillet 2010, il est accompagné du calcul du montant des garanties financières couvrant la période nécessaire estimée pour terminer ces travaux, et de l'attestation d'un établissement financier ou d'une entreprise d'assurance s'engageant à constituer un nouveau montant de garantie financière dès leur notification.

La fourniture, par l'exploitant, de l'acte de cautionnement correspondant sera dans ce cas imposée par un arrêté préfectoral complémentaire.

ARTICLE 2

Un exemplaire du présent arrêté devra être tenu sur le site de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Une copie sera déposée en Mairie de MARSEILLE et pourra y être consultée.

Une copie de l'arrêté sera également adressée à la commune de SEPTÈMES-LES-VALLONS.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en Mairie de MARSEILLE pendant une durée minimale d'un mois.

Le même extrait sera affiché de façon visible sur le site de la carrière.

Enfin, un avis sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

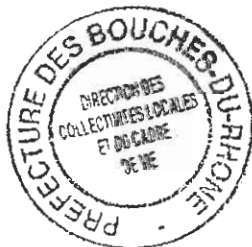
ARTICLE 4

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Maire de MARSEILLE,
- Le Maire de SEPTÈMES-LES-VALLONS,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille,
- Le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de la Protection Civile,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le 28 JUIL. 2005



Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe

Sabine ENCONTRE